

Cible régulière des « Gilets jaunes » la député LREM Brulebois s'explique

Depuis le début du mouvement, Danielle Brulebois est une cible régulière pour les Gilets jaunes. La députée La République en Marche du Jura livre son analyse sur cette crise majeure qui secoue le pays depuis deux mois.

Vous avez dû annuler votre cérémonie de vœux la semaine dernière à Montmorot. Que répondez-vous à ceux qui, sur les réseaux sociaux, vous reprochent de vous être dérobée ?

« Je ne me suis pas dérobée. J'assume mes actes, mes choix, il n'y a pas de problème et je n'ai pas peur. Simplement, pour garantir la sécurité de tout le monde lors de ma cérémonie de vœux, il aurait fallu mobiliser des forces de l'ordre en nombre important. Le Préfet m'avait avertie des menaces qui pesaient sur cette cérémonie mais il ne m'a pas demandé de l'annuler. C'est ma décision et je maintiens que c'était la bonne : on ne présente pas ses vœux en présence d'une escouade de gendarmes, ça n'a pas de sens. »

« Nous avons été les premiers à moraliser la vie politique »

Comment en est-on arrivé là selon vous ?

« Il y a en France un problème de pouvoir d'achat qui n'est pas nouveau et que les hausses des prix du carburant ou de l'énergie sont venues exacerber. Il y a aussi les réseaux sociaux où la haine s'exprime sans filtre, où on ose tout. Je pense qu'il va falloir mettre des limites à ça en identifiant et en sanctionnant ceux qui vont trop loin sur les réseaux sociaux. »

« Qui a condamné la tentative d'intrusion à l'aéroport de Dole ? »

Qu'est ce que le président de la République et le gouvernement ont raté depuis un an et demi pour être ainsi l'objet d'un tel rejet de la part d'une partie de la population ?

« Il y a eu des maladresses qui ont favorisé une certaine incompréhension. Beaucoup de parlementaires, dont je fais partie, avaient alerté le gouvernement sur les difficultés que pourrait engendrer la hausse des taxes sur le carburant notamment dans le monde rural. On n'a malheureusement pas été entendus. Il y avait eu en parallèle beaucoup de choses faites pour améliorer le pouvoir d'achat et le gouvernement pensait que ça compenserait. Mais ces mesures étaient relativement invisibles et éparpillées. A l'arrivée, la colère



■ Danielle Brulebois est députée sous l'étiquette La République en Marche. Elle a préféré annuler sa séance de vœux.
Photo Philippe TRIAS

s'est exprimée et on aurait sans doute pu éviter ça. La conséquence c'est que maintenant, les parlementaires sont davantage consultés et écoutés. »

Les députés et sénateurs sont également dans le collimateur : on vous accuse d'être déconnectés de la réalité, de profiter du système...

« Je n'ai pas vécu de la politique toute ma vie, j'ai eu un métier (ndlr : elle était enseignante) et depuis que je suis en politique, j'ai toujours été sur le terrain. Nous dire à nous que nous sommes des profiteurs alors que nous avons été les premiers à moraliser la vie politique, je trouve cela particulièrement injuste. »

Le Grand débat national pour réorienter le quinquennat

Alors que plusieurs rendez-vous sont d'ores et déjà fixés à Lons-le-Saunier (30 janvier et 6 février à 20 heures au Carcom) à l'initiative du comité local « En Marche », Daniel Brulebois n'a pas prévu d'être partie prenante à l'organisation d'un débat. « Le Grand débat national peut relancer et réorienter le quinquennat d'autant que les gens ont beaucoup de choses à dire et veulent être associés aux décisions », souligne la députée de la 1^{re} circonscription du Jura. « Je me tiens à la disposition de ceux qui les organiseront si ils souhaitent ma présence mais je ne serai pas organisatrice. Je sais que d'autres députés le font mais je préfère laisser ça aux maires, aux associations ou aux citoyens. » Dans le cadre du Grand débat national qui a débuté mardi dernier, le président de la République se déplacera en Bourgogne-Franche-Comté d'ici au 15 mars. Rien n'a encore filtré sur le lieu retenu.

La fracture semble aujourd'hui très profonde. Comment sortir de cette crise majeure ?

« Je crois qu'on est arrivé à un moment où tout le monde doit prendre ses responsabilités. Ceux qui veulent une République forte dans laquelle les règles sont respectées doivent maintenant se manifester. Quand il y a eu cette tentative d'intrusion à l'aéroport de Dole en enfonçant un cordon de gendarmes (nos éditions du 7 janvier), qui a condamné à part le Préfet ? Personne, aucun élu ! J'ai été surprise et déçue. Il faut maintenant un sursaut républicain de la part de tous ceux qui sont d'accord sur le fait qu'on n'a rien à gagner dans le chaos. L'intérêt général est que les

choses repartent et que le travail qui a été commencé depuis un an et demi se poursuive. »

Quels sont vos rapports avec les Gilets jaunes qui manifestent chaque semaine dans le Jura ?

« Je distingue ceux qui sont dans la violence et ceux qui sont ouverts au dialogue et ne cautionnent pas les dérives. Avec ceux-là, les rapports sont réguliers : je les ai rencontrés plusieurs fois et j'ai un rendez-vous ce lundi avec une délégation du bassin lédonien. Les revendications sont souvent légitimes et mon rôle est de les faire remonter. »

Recueilli par
Stéphane CLEAU